

Les Echos

Le protectionnisme ne sauvera pas nos emplois

EMMANUEL COMBE / vice-président de l'Autorité de la concurrence Le 12/06/2018

A l'heure où le protectionnisme, porté par les populistes et Donald Trump, a le vent en poupe, les partisans de l'ouverture commerciale peinent à faire entendre leur voix dans les débats publics. Répéter à l'envi que le commerce international accroît globalement le niveau de vie d'un pays - ce qui est vrai - ne marche plus.

Pour convaincre les sceptiques de la mondialisation, il faut se battre sur le terrain des protectionnistes, en démontrant l'inanité de leur argument principal : la défense de l'emploi. Les partisans du protectionnisme se posent en effet en défenseurs des salariés, face à la tyrannie de millions de consommateurs, qui, au nom de leur pouvoir d'achat, achètent des produits importés et détruisent ainsi l'emploi domestique. L'argument est intellectuellement séduisant mais faux économiquement.

La leçon du textile

En premier lieu, la vraie question est de savoir combien coûte à la collectivité, qui paie désormais plus cher les produits, un emploi sauvé par des droits de douane. Les résultats sont sans appel : aux Etats-Unis, un emploi sauvé par le protectionnisme coûterait en moyenne 230.000 dollars par an, soit 19.000 dollars par mois. Il y a à l'évidence d'autres moyens, moins dispendieux, de préserver nos emplois.

En second lieu, les protectionnistes oublient de dire que les emplois sauvés ne le sont qu'à titre temporaire : le protectionnisme ne s'attaque pas aux causes profondes du déclin industriel - à savoir l'insuffisante montée en gamme face aux pays émergents - et n'incite pas les entreprises protégées à devenir plus efficaces, précisément parce qu'elles sont désormais à l'abri de la concurrence internationale. En l'absence d'une politique volontariste de compétitivité hors prix, la protection ne fait que décaler dans le temps les destructions d'emplois.

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder ce qui s'est passé dans le secteur du textile-vêtement : le protectionnisme des pays riches vis-à-vis des pays pauvres durant les années 1980-1990 n'a pas empêché la disparition progressive de notre production d'entrée de gamme.

Emplois sauvés, emplois détruits

En troisième lieu, le discours protectionniste entend recréer des emplois dans des secteurs où nous ne sommes plus présents depuis longtemps, à l'image des produits électroniques grand public. C'est oublier qu'une fois les compétences industrielles perdues dans un secteur, il est illusoire de vouloir revenir dans la course, sauf en cas de saut technologique. Il est plus judicieux de se spécialiser dans de nouvelles activités ou de miser davantage sur nos points forts. Pense-t-on sérieusement que, si l'on taxait demain les smartphones importés d'Asie, la production française de téléphones retrouverait des couleurs ?

En dernier lieu, les protectionnistes ne disent pas que les emplois sauvés dans les secteurs protégés sont compensés par des emplois détruits ailleurs. Lorsque l'Europe se protège dans la sidérurgie, les pays ciblés ripostent en taxant nos exportations de voitures ou de produits de luxe, réduisant ainsi nos débouchés et les créations d'emplois en France.

De même, le protectionnisme conduit à renchérir les coûts de production des industries situées en aval : lorsque l'on taxe les importations de produits sidérurgiques, c'est toute l'industrie automobile européenne, grande consommatrice d'acier et d'aluminium, qui souffre. Les taxes imposées par George Bush sur l'acier en 2002 ont sauvé 3.500 emplois dans la sidérurgie mais détruit entre 12.000 et 43.000 emplois en aval.

Si le discours protectionniste prospère autant dans les débats publics, c'est parce qu'il prend appui sur une alliance aussi improbable que puissante entre populistes, salariés et... lobbys privés. N'oublions pas en effet que les grands gagnants du protectionnisme, ce sont les entreprises protégées. Face à cette alliance, la voix des consommateurs ne pèse pas lourd : ils sont trop nombreux pour s'organiser et n'ont pas même conscience des coûts que le protectionnisme leur fait supporter. Seuls nos décideurs politiques peuvent changer la donne. Espérons qu'ils en aient le courage, avant qu'il ne soit trop tard.

Emmanuel Combe est vice-président de l'Autorité de la concurrence et professeur à l'université Paris-I.